

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-Hondurasquitte-l-l-Organisation-des-Etats-Americains-OEA>

Le Hondurasquitte l'Organisation des États Américains (OEA).

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : samedi 4 juillet 2009

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

[Leer en español](#)

Alors que l'Organisation des États Américains se préparait à suspendre le Honduras, puisque le Gouvernement intérimaire se refusait à rendre le pouvoir au président Manuel Zelaya renversé, le nouveau gouvernement du Honduras a pris les devants en claquant la porte de l'organisation. "Nous dénonçons la charte de l'Organisation des États américains (...) avec effet immédiat", a annoncé la vice-ministre des affaires étrangères, Marta Alvarado, dans une déclaration télévisée lue au côté du président désigné Roberto Micheletti.

Arrivé vendredi à Tegucigalpa, le secrétaire général de l'organisation, Jose Miguel Insulza, avait conclu dès ses premiers contacts avec la Cour suprême que l'OEA s'orientait vers une "suspension" du Honduras, le lendemain, lors de sa réunion à Washington. Le président de la Cour suprême du Honduras lui avait annoncé que la destitution du président Manuel Zelaya était "irréversible". "La rupture de l'ordre constitutionnel persiste et ceux qui ont fait cela n'ont pas pour le moment d'intention d'inverser cette situation", a déclaré vendredi Insulza à des journalistes, après avoir eu une entrevue avec des représentants de la justice, de l'église et des organisations civiles.

Cette décision renforce l'isolement diplomatique de ce pays d'Amérique centrale, plongée dans une crise politique qui semble ne pas avoir de sortie. Le Honduras, est le seul pays de la région à ne pas faire partie de l'OEA, en dehors de Cuba suspendue en 1962. "C'est mieux de payer ce prix cher que de vivre dans l'ignominie et dans l'indignité et d'avoir à baisser la tête face des exigences étrangères qui pour le moment ne nous comprennent pas", a dit le président intérimaire, Roberto Micheletti, peu de temps après la visite d'Insulza.

De son côté le président Zelaya a assuré qu'il rentrerait au pays dimanche comme "président légitime" malgré la menace d'être emprisonné pour trahison à la patrie. "Il est décidé à retourner au Honduras, (...) dimanche au plus tard, il rentrera sur le territoire hondurien", a déclaré le président du Nicaragua, Daniel Ortega.

Cependant, le point mort dans les négociations politiques et l'éventuel retour de Zelaya pourraient augmenter la tension au sein d'une population divisée en faveur et contre le mandataire expulsé.

"Il n'y a pas eu, comme dans beaucoup de coups militaires, de victimes à regretter. Mais je ne peux pas écarter que puisse se passer un affrontement (militaire)", a répondu Insulza quand on lui a demandé si l'OEA envisage la possibilité d'une confrontation armée.

Certains présidents de la région pourraient accompagner Zelaya lors de son retour au Honduras, bien que cela ne soit pas clair après l'échec de l'OEA.

Toutefois le gel des crédits du Banque mondiale et de la banque Interaméricaine de Développement (BID) et la décision de Chávez de ne plus envoyer de pétrole pourraient mettre en échec l'économie qui dépend de l'aide extérieure et des envois des émigrants.

Les États-Unis, qui ont dénoncé le coup d'état, vont décider la semaine prochaine s'ils suspendent l'aide économique au plus pauvre pays de la région après l'Haïti et le Nicaragua, où plus de 70 % des presque 8 millions d'habitants vit dans la pauvreté.

Appuyé par le Congrès, le Pouvoir Judiciaire et les entrepreneurs, le Gouvernement de Micheletti insiste sur le fait que la succession fût inévitable mais légale et assure qu'il préfère la condamnation internationale que de permettre que Zelaya rentre au pouvoir pour suivre les pas de Chávez.